
Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 24 NOVEMBRE 1925.

Projet de loi

approuvant le Traité de commerce et de navigation entre
l'Union Économique belgo-luxembourgeoise et la Lettonie

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

L'Union Économique Belgo-Luxembourgeoise et la Lettonie, désireuses de favoriser et de développer les relations commerciales entre leurs territoires respectifs, ont décidé de conclure un traité de commerce et de navigation.

Aucun statut ne régissait, jusqu'ici, les relations économiques de l'Union Économique Belgo-Luxembourgeoise avec la Lettonie. Le traité qui vient d'être signé comblera cette lacune et donnera à nos relations commerciales avec la Lettonie un fondement juridique. Il est conclu sur la base du principe de la nation la plus favorisée. L'Union bénéficiera aussi des avantages que la Lettonie pourrait accorder aux pays avec lesquels elle conclura des accords commerciaux.

Le Traité est conclu pour un an ; il est renouvelable par tacite reconduction sans limitation de durée, et pourra être dénoncé moyennant préavis de six mois.

Il convenait, en raison de l'instabilité des conditions économiques actuelles, de ne pas se lier pour une période trop longue ; d'autre part, il fallait assigner au traité une certaine durée, afin que la base juridique, destinée à régler les rapports commerciaux entre les deux pays en cause, présente une stabilité suffisante pour permettre aux intéressés d'y trouver les garanties que les États contractants ont voulu leur donner.

Il a paru utile de bien spécifier tous les points sur lesquels porte la clause de la nation la plus favorisée. Étant donné le caractère de cet accord, sa valeur pratique sera d'autant plus considérable que son texte sera plus explicite et plus complet. Aussi, y relève-t-on des stipulations relatives à l'établissement des personnes tant physiques que morales, l'exercice du commerce, de l'industrie et des métiers, le régime de la propriété, des impôts, des marchandises tant à l'importation qu'à

l'exportation, des voyageurs de commerce et des échantillons, les prérogatives des agents consulaires, les droits et taxes intérieures, l'engagement et le transport des émigrants. Il établit aussi, en matière de navigation, le traitement national, suivant les clauses usuelles.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

EM. VANDERVELDE.

Traité

de Commerce et de Navigation entre l'Union Économique Belgo-Luxembourgeoise et la Lettonie.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES, agissant tant en Son Nom qu'au Nom de SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG en vertu d'accords existants, d'une part, et le PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE, d'autre part, animés d'un égal désir de favoriser et de développer les relations commerciales entre les pays respectifs, ont décidé de conclure un Traité de commerce et de navigation, et ont nommé, à cet effet, pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. Emile VANDERVELDE, Ministre d'État, Son Ministre des Affaires Étrangères ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE :

M. Zigfrids A. MEIEROVICS, Ministre des Affaires Étrangères,
lesquels, après s'être communiqués leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes pourront réciproquement, en se conformant aux lois du pays, entrer, voyager ou séjourner en toute liberté dans toute l'étendue du territoire de l'autre.

ARTICLE 2.

Les ressortissants de l'une des Hautes Parties Contractantes, établis dans le territoire de l'autre Partie ou y résidant temporairement, y jouiront, en se conformant aux lois du pays, des mêmes droits, avantages, immunités, faveurs et exemptions que les ressortissants de la nation la plus favorisée, en ce qui concerne l'établissement et l'exercice du commerce, de l'industrie et des métiers.

Les stipulations de cet article ne dérogent en rien aux lois, ordonnances et règlements spéciaux de police ou régissant l'exercice du commerce, de l'industrie et des métiers qui, pour des raisons d'intérêt général, sont ou seraient mis en vigueur dans le territoire des Parties contractantes et appliqués sans distinction aux ressortissants de toute autre Puissance.

ARTICLE 3.

Le traitement de la nation la plus favorisée sera également appliqué pour ce qui concerne l'acquisition, l'occupation, la location des biens meubles et immeubles, ainsi que le droit d'en disposer.

ARTICLE 4.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes pourront de même exporter, en se conformant aux lois du pays, le produit de la vente de leurs biens en général, sans être assujettis de ce chef à payer des droits autres ou plus élevés que ceux que les ressortissants de la nation la plus favorisée auraient à acquitter en pareille circonstance.

ARTICLE 5.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre Partie, d'une protection et d'une sécurité constantes et complètes pour leur personne et leurs propriétés; ils auront un accès libre et facile auprès des tribunaux de justice pour la poursuite et la défense de leurs droits; et ils seront, en outre, admis à faire valoir leurs réclamations contre l'Etat et ses organes devant les tribunaux ou autres autorités compétentes.

ARTICLE 6.

Les habitations, magasins, manufactures et boutiques des ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes dans le territoire de l'autre, ainsi que tous les locaux qui en dépendent, employés pour des buts licites, seront respectés. Il ne sera point permis d'y procéder à des visites domiciliaires ou perquisitions, non plus que d'examiner ou d'inspecter les livres, papiers ou comptes, sauf dans les conditions et formes prescrites par les lois à l'égard des nationaux eux-mêmes.

ARTICLE 7.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes seront exempts, sur le territoire de l'autre Partie, de tout service militaire obligatoire, soit dans l'armée de terre, navale ou aérienne, soit dans la garde nationale ou la milice, ainsi que de toutes contributions imposées en lieu et place du service personnel. Ils seront exempts également de tous emprunts forcés; ils ne seront astreints, en temps de paix et en temps de guerre, qu'aux prestations et aux réquisitions militaires imposées aux nationaux et ils auront droit aux indemnités établies en faveur des nationaux par les lois en vigueur.

ARTICLE 8.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes ne seront pas contraints à subir des charges ou à payer des impôts, taxes ou contributions, de quelque nature que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou pourront être imposés aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

ARTICLE 9.

Les Hautes Parties Contractantes déclarent reconnaître mutuellement à toutes

les Compagnies et autres Associations commerciales, industrielles, financières et d'assurances, constituées et autorisées suivant leurs lois particulières, le libre et facile accès auprès des tribunaux de l'autre Pays sans autre condition que de se conformer aux lois de ce Pays.

Lesdites Compagnies et Associations de chacune des Hautes Parties Contractantes pourront, si les lois et règlements de l'autre Pays ne s'y opposent et sous réserve de l'accomplissement de toutes formalités prévues par ces lois et règlements, exercer leur activité sur le territoire de ce dernier pays et s'y établir. Elles y jouiront, au point de vue de l'établissement, du traitement réservé aux Compagnies et Associations de la nation la plus favorisée, étant entendu que les dispositions précédentes ne préjugent pas la question de savoir si une Compagnie ou Association établie dans l'un des Pays Contractants aura ou n'aura pas le droit de faire du commerce ou d'exploiter une industrie dans l'autre, un tel droit demeurant toujours subordonné aux lois et ordonnances en vigueur dans les pays respectifs.

Dans tous les cas, les Compagnies et Associations de l'une des Parties Contractantes ne seront pas soumises dans le Pays de l'autre, à des droits, taxes, impôts, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou qui seront perçus sur les Compagnies et Associations de ce dernier Pays, étant entendu que le régime des Compagnies et Associations belges admises à exercer leur activité en Lettonie sera celui de la nation la plus favorisée.

ARTICLE 10.

La réglementation de la protection réciproque des droits de propriété industrielle, littéraire et artistique, notamment des brevets d'invention, des marques commerciales et de fabrique, des échantillons et modèles, des noms et raisons sociales des ressortissants des deux Parties Contractantes, reste réservée à des conventions spéciales, qui devront être conclues ultérieurement.

ARTICLE 11.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires belges et luxembourgeois en Lettonie, de même que les agents lettons de même grade en Belgique et dans le Grand-Duché de Luxembourg, jouiront de tous les privilèges, exemptions et immunités accordées aux agents du même rang et de la même qualité, relevant de la nation la plus favorisée.

Ne pourront, toutefois, bénéficier des exemptions prévues en matière d'impôts, que les agents consulaires de tous grades qui ont la nationalité du pays qu'ils représentent et qui, outre leur mandat officiel, n'exerceraient aucune profession, aucune industrie ni commerce quelconques.

Les agents de chancellerie, nommés et rétribués par l'Etat, qui sont en fonctions dans les légations et consulats de chacune des Hautes Parties Contractantes jouiront réciproquement, en Belgique et au Grand-Duché de Luxembourg d'une part, en Lettonie d'autre part, des exemptions et immunités accordées aux agents de la même catégorie relevant de la nation la plus favorisée.

ARTICLE 12.

En cas de décès d'un ressortissant de l'une des Hautes Parties Contractantes sur le territoire de l'autre, les autorités locales compétentes doivent immédiatement en donner avis au Consul général, Consul, Vice-Consul ou agent consulaire le plus rapproché de la nation à laquelle le défunt appartient; ceux-ci, de leur côté, devront donner le même avis aux autorités locales lorsqu'ils en seront informés les premiers.

L'autorité locale compétente complètera ledit avis par la remise d'une expédition en due forme de l'acte de décès.

En cas d'incapacité ou d'absence des héritiers ou d'absence des exécuteurs testamentaires, les agents du service consulaire, concurremment avec l'autorité locale compétente, auront le droit, conformément aux lois de leur pays respectif, de faire tous actes nécessaires à la conservation et à l'administration de la succession, notamment d'apposer et de lever les scellés, de former l'inventaire, d'administrer et de liquider la succession; en un mot, de prendre toutes les mesures nécessaires à la sauvegarde des intérêts des héritiers, sauf le cas où naîtraient des contestations, lesquelles devraient être jugées par les tribunaux compétents du pays où la succession est ouverte.

Les dispositions précédentes seront de même applicables dans le cas où un ressortissant de l'une des Parties Contractantes, possédant des biens dans le territoire de l'autre, viendrait à mourir en dehors dudit territoire sans avoir laissé, au lieu où ces biens sont situés, aucune personne ayant qualité pour prendre charge de la succession et pour l'administrer.

ARTICLE 13.

Les articles, produits naturels ou fabriqués des territoires de l'une des Hautes Parties Contractantes, bénéficieront, à leur entrée dans le territoire de l'autre des droits de douane, des charges et autres taxes d'importation les plus réduits applicables aux articles similaires de toute autre origine étrangère.

Aucune des Parties Contractantes n'imposera à l'exportation d'un article quelconque à destination du territoire de l'autre, des droits, charges ou taxes, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou pourront être imposés à l'exportation des articles similaires à destination de tout autre pays étranger.

De même, aucune prohibition ou restriction ne sera maintenue ou imposée par l'une des Parties Contractantes à l'importation ou à l'exportation d'un article quelconque en provenance ou à destination du territoire de l'autre, qui ne s'étendra également aux articles similaires venant de tout autre pays ou y allant. La dernière disposition n'est cependant pas applicable aux prohibitions ou restrictions maintenues ou imposées, soit en vue d'événements de guerre, soit comme mesures sanitaires ou de sécurité publique, soit dans le but de protéger des animaux ou des plantes utiles, soit pour les marchandises qui dans un des États Contractants font l'objet d'un monopole d'État.

Il est entendu que les Hautes Parties Contractantes sont autorisées, au cas où

les circonstances l'exigeraient, à faire dépendre le bénéfice des dispositions qui précèdent de la présentation de certificats d'origine.

ARTICLE 14.

Les articles, produits naturels ou fabriqués du territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes, dûment importés dans le territoire de l'autre, ne pourront être assujettis à des taxes ou droits d'octroi, de péage, de magasinage, d'accise ou de consommation, que ces droits ou taxes soient perçus au nom et pour le compte de l'État, de provinces, de communes, d'institutions publiques ou de corporations quelconques, autres ou plus élevés que ceux qui grèvent ou grèveraient les articles similaires originaires du pays tiers le plus favorisé.

Les articles, produits naturels ou fabriqués du territoire de l'une des Parties Contractantes, qui passent en transit par le territoire de l'autre, en conformité avec les lois du Pays, seront réciproquement exempts de tous droits de transit, soit qu'ils passent directement, soit que pendant le transit ils doivent être déchargés, entreposés et rechargés. Pourront toutefois être perçus sur les transports en transit, des droits ou taxes exclusivement affectés à couvrir des dépenses de surveillance et d'administration qu'imposerait ce transit.

ARTICLE 15.

Les négociants, les fabricants et autres industriels ressortissants de l'une des Hautes Parties Contractantes, qui prouveront par la présentation d'une carte de légitimation délivrée par les autorités compétentes qu'ils sont autorisés à exercer un commerce ou une industrie dans le territoire de cette Partie, auront le droit, soit personnellement, soit par des voyageurs à leur service, de faire des achats, et même en portant des échantillons avec eux, de prendre des commandes dans le territoire de l'autre Partie, en se conformant aux lois et règlements, y compris les dispositions en matière d'impôt, qui y sont en vigueur.

Les industriels ou les voyageurs de commerce qui seront munis d'une carte de légitimation auront le droit d'avoir avec eux des échantillons mais non des marchandises.

Les objets passibles d'un droit de douane ou de toute autre taxe assimilée, à l'exception des marchandises prohibées à l'importation, qui seront importés comme échantillons ou modèles par les voyageurs de commerce, seront, de part et d'autre, admis en franchise de droits d'entrée et de sortie, sous réserve éventuellement d'un cautionnement, à la condition que ces objets soient réexportés dans le délai prévu par les lois nationales et que l'identité des objets importés et réexportés ne soit pas douteuse, quel que soit du reste le bureau ouvert aux réexportations en transit par lequel ils passent à leur sortie.

ARTICLE 16.

Il y aura pleine et entière liberté de navigation entre les territoires des Hautes Parties Contractantes; les ressortissants de chacune d'elles auront, de la même façon que les ressortissants de la nation la plus favorisée, pleine liberté de se

rendre avec leurs navires et leurs cargaisons dans les lieux, ports et rivières du territoire de l'autre, qui sont ou pourront être ouverts au commerce extérieur ; ils bénéficieront, en se conformant toujours aux lois du pays où ils arrivent, des mêmes droits, faveurs, libertés, immunités et exemptions en matière de navigation, dont bénéficient ou bénéficieraient les nationaux eux-mêmes.

ARTICLE 17.

Les navires et bateaux battant pavillon de l'une des deux Parties Contractantes, qui entreront sur lest ou chargés dans les eaux et ports dépendant de l'autre Partie ou qui en sortiront, quel que soit le lieu de leur départ ou celui de leur destination, ne seront assujettis, tant à l'entrée qu'au cours de leur séjour et à la sortie, à aucun droit ou taxe, sous quelque dénomination que ce soit, perçus au nom et pour le compte de l'État, de provinces, de communes, d'institutions publiques ou de corporations quelconques, autres ou plus élevés que ceux, qui sont actuellement ou pourront, par la suite, être imposés aux bâtiments nationaux. Leurs cargaisons quelle qu'en soit la provenance, n'acquitteront d'autres ni de plus forts droits d'entrée et ne seront assujettis à d'autres charges que si elles étaient importées sous pavillon national, étant entendu que tous les articles qui sont ou pourront être légalement importés dans les ports de l'une des Parties Contractantes par des navires nationaux pourront de même être importés dans ces ports par des navires de l'autre Partie Contractante. Leurs passagers et les bagages de ceux-ci seront pareillement traités comme s'ils voyageaient sous pavillon national.

En ce qui concerne le placement des navires et bateaux, leur chargement et déchargement dans les ports, rades, havres et bassins, et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis des bâtiments de commerce, leurs équipages et leur cargaison, il est convenu qu'il ne sera accordé aux navires et bateaux de l'une des Parties Contractantes aucun privilège ni aucune faveur qui ne le soient également aux navires et bateaux de l'autre, la volonté des deux Parties étant que, sous ce rapport aussi, leurs bâtiments soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Les dispositions qui précèdent ne font pas obstacle à ce que chacune des deux Parties Contractantes réserve à son pavillon national le cabotage et la pêche dans les eaux territoriales, ainsi que le remorquage et autres services du port.

Les navires et bateaux, naviguant sous le pavillon de l'une des Parties Contractantes et porteurs des papiers de bord et documents exigés par les lois du pays de ce pavillon, seront reconnus de plein droit comme ayant la nationalité dudit pays dans les eaux territoriales, eaux intérieures et ports de l'autre partie, sans qu'ils aient à fournir d'autre justification.

ARTICLE 18.

Les officiers consulaires compétents de chacune des Hautes Parties Contractantes, seront, dans le territoire de l'autre, exclusivement chargés du maintien de l'ordre intérieur à bord des navires marchands de leur nation, et seront seuls compétents pour connaître les différends qui pourraient survenir, soit en mer,

soit dans les eaux territoriales de l'autre Partie, entre les capitaines, les officiers et l'équipage, notamment en ce qui concerne le règlement des salaires et l'exécution des contrats. Toutefois, la juridiction appartiendra aux autorités territoriales, dans le cas où il surviendrait, à bord d'un navire marchand de l'une des Parties Contractantes dans les eaux territoriales de l'autre, des désordres que les autorités compétentes du lieu jugeraient de nature à troubler ou à pouvoir troubler la paix ou l'ordre dans ces eaux ou à terre.

ARTICLE 19.

Si un marin déserte ou quitte irrégulièrement un navire marchand, battant pavillon de l'une des Hautes Parties Contractantes, dans les eaux territoriales, ports et eaux intérieures de l'autre, les autorités locales seront tenues de prêter, dans les limites de la loi, toute l'assistance en leur pouvoir, pour l'arrestation et la remise de ce marin, sur la demande qui leur serait adressée à cet effet par l'officier consulaire compétent du Pays auquel appartient le navire en question ; les dépenses effectuées de ce chef seront remboursées par le Consul.

Si ledit marin avait commis quelque délit, sa remise serait différée jusqu'à ce que le tribunal qui a droit d'en connaître ait rendu son jugement et que celui-ci ait reçu son exécution.

Il est entendu que la stipulation du premier alinéa ne s'appliquera pas aux ressortissants du pays où la désertion ou bien l'abandon du bord aurait eu lieu.

ARTICLE 20.

En cas de naufrage, d'avaries en mer ou de relâche forcée, chacune des Hautes Parties Contractantes devra donner, en tant que les devoirs de neutralité le permettront, aux navires de l'autre, qu'ils appartiennent à l'Etat ou à des particuliers, la même assistance et protection et les mêmes immunités que celles qui sont accordées en pareils cas aux bâtiments naviguant sous pavillon national. Les articles sauvés de ces navires seront exempts de tous droits de douane, à moins qu'ils n'entrent dans la consommation intérieure, auquel cas ils seront tenus de payer les droits prescrits.

Si un navire de l'une des Parties Contractantes a échoué ou a fait naufrage sur les côtes de l'autre, les autorités locales en informeront l'officier consulaire compétent le plus rapproché.

Les officiers consulaires respectifs seront autorisés à prêter l'assistance nécessaire à leurs nationaux.

ARTICLE 21.

Les deux Parties Contractantes se garantissent réciproquement sur leur territoire, en tout ce qui concerne les diverses formalités, administratives ou autres, rendues nécessaires par l'application des dispositions contenues dans le présent Traité, le traitement de la nation la plus favorisée.

ARTICLE 22.

Ne seront pas sensés déroger au principe du traitement de la nation la plus

favorisée, qui est la base du présent Traité, les franchises, immunités et privilège mentionnés ci-après, savoir :

a) Les privilèges qui ont été ou seraient accordés à des États limitrophes en vue de faciliter le trafic local à l'intérieur de l'une et de l'autre zone frontière.

b) Les privilèges qui ont été ou qui seraient consentis par une des Hautes Parties Contractantes à un État tiers, en vertu d'une union douanière ou économique déjà existante ou qui serait conclue dans l'avenir.

c) Les franchises, immunités et privilèges que la Lettonie reconnaît ou reconnaîtrait à un des États baltes (Finlande, Esthonie et Lithuanie) en raison d'accords particuliers. Il est de même en ce qui concerne les privilèges que la Lettonie pourrait accorder à l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques en vertu de convention ou d'accords douaniers spéciaux.

Toutefois, il est entendu que l'Union Economique belgo-luxembourgeoise bénéficiera immédiatement des mêmes avantages au cas où ils auraient été accordés par la Lettonie à un tiers Etat non cité ci-dessus.

ARTICLE 23.

Les navires, compagnies de navigation ou entreprises d'émigration de chacune des Parties Contractantes bénéficieront, dans les territoires de l'autre Partie, du traitement de la nation la plus favorisée, en tout ce qui concerne l'engagement et le transport des émigrants provenant de leurs territoires respectifs, ou y ayant passé en transit et s'embarquant soit dans un port belge, soit dans un port letton ; il en sera de même en ce qui concerne l'établissement d'agences par ces compagnies ou entreprises.

ARTICLE 24.

Les litiges et divergences d'opinions entre les deux Parties Contractantes sur l'application et l'interprétation du présent traité, seront tranchés par un tribunal arbitral mixte.

Le tribunal arbitral sera constitué dans chaque cas et devra comprendre un nombre égal de représentants des deux Parties. Si ces représentants ne parviennent pas à se mettre d'accord, ils feront appel à un tiers arbitre dont la désignation sera éventuellement demandée au Président de la Cour Permanente de Justice Internationale.

ARTICLE 25.

Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Bruxelles aussitôt que faire se pourra.

Il entrera en vigueur le quinzième jour après l'échange des ratifications.

Le Traité est conclu pour la durée d'un an. Cependant s'il n'est dénoncé à l'expiration de ce délai, il sera prolongé par voie de tacite reconduction pour une période indéterminée et sera dénonçable en tout temps.

En cas de dénonciation, il demeurera encore en vigueur six mois à compter du

jour où l'une des Parties Contractantes aura notifié à l'autre son intention d'en faire cesser les effets

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé le présent Traité.

Fait en double à Bruxelles, le 7 juillet 1925.

*Le Ministre des Affaires Etrangères
de Lettonie,*

Z. A. MEIEROVICS.

*Le Ministre des Affaires Etrangères
de Belgique,*

E. VANDERVELDE.

(12)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 24 NOVEMBER 1925.

Wetsontwerp

tot goedkeuring van het Handels- en Scheepvaartverdrag tusschen het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond en Letland.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond en Letland, wenshende de handelsbetrekkingen tusschen hunne respectieve grondgebieden te bevorderen en uit te breiden, hebben besloten een handels- en scheepvaartverdrag aan te gaan.

Geen enkel statuut beheerschte tot nog toe de economische betrekkingen van het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond met Letland. Het thans onder-teekende verdrag zal deze leemte aanvullen en aan onze handelsbetrekkingen met Letland een juridischen grond geven. Het is gesloten op de basis van het beginsel der meestbegunstigde natie. Het Verbond zal eveneens de voordeelen genieten die Letland zou kunnen verleenen aan de landen waarmede het handelsakkoorden zal aangaan. Het Verdrag is gesloten voor een jaar; het is hernieuwbaar bij wijze van stilzwijgende verlenging zonder beperking van duur, en zal mogen opgezegd worden mits zes maanden op voorhand daarvan te verwittigen.

Gezien de onvastheid der huidige economische toestanden, was het zaak zich niet voor een te lang tijdperk te binden; van den anderen kant was het noodig aan het Verdrag een zekeren duur te geven, opdat de juridische basis bestemd om de handelsbetrekkingen tusschen beide betrokken landen te regelen, vast genoeg zou zijn om aan de belanghebbenden toe te laten er de waarborgen in te vinden die de Verdragsluitende Staten hun hebben willen geven.

Het heeft nuttig geschenen nauwkeurig al de punten op te geven waarop de clause van meestbegunstiging betrekking heeft. Gezien den aard dezer overeenkomst, zal hare praktische waarde des te grooter zijn naarmate haar tekst duidelijker en vollediger zal wezen. Daarom vindt men er bepalingen betreffende de vestiging der personen, zoowel physische als zedelijke, het uitoefenen

van handel, nijverheid en bedrijven, het regime van den eigendom, der belastingen, der waren, zoowel bij den in- als bij den uitvoer, der handelsreizigers en der monsters, alsook betreffende de voorrechten der consulaire agenten, de binnenlandsche rechten en taxen, de aanwerving en het vervoer van landverhuizers. In zake scheepvaart stelt zij ook, volgens de gebruikelijke bepalingen, de nationale behandeling vast.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

E. VANDERVELDE.

Handels- en Scheepvaartverdrag

**tusschen het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond
en Letland.**

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN, handelend zoowel in Zijnen Naam als in Naam der GROOTHERTOGIN VAN LUXEMBURG krachtens bestaande overeenkomsten aan de eene zijde, en de PRESIDENT DER REPUBLIEK LETLAND, aan de andere zijde, evenzeer wenschend de handelsbetrekkingen tusschen de respectieve landen te bevorderen en uit te breiden, hebben besloten een Handels- en Scheepvaartverdrag te sluiten, en hebben tot hunne Gevolmachtigden benoemd, te weten :

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN :

Den heer Emile VANDERVELDE, Staatsminister, Zijn Minister van Buitenlandsche Zaken ;

DE PRESIDENT DER REPUBLIEK LETLAND :

Den heer Zigfrids A. MEIEROVICS, Minister van Buitenlandsche Zaken, welke na hunne in goeden en behoorlijken vorm bevonden volmachten aan elkander medegedeeld te hebben, overeengekomen zijn aangaande de volgende artikelen.

ARTIKEL ÉÉN.

De onderhoorigen van elke der Hooge Verdragsluitende Partijen zullen wederzijds, mits zich te gedragen naar de wetten van het land, het gansche grondgebied van de andere partij in volle vrijheid mogen betreden, er in reizen of verblijven.

ARTIKEL 2.

De onderhoorigen van eene der Hooge Verdragsluitende Partijen gevestigd op het grondgebied der andere Partij of er tijdelijk verblijvende zullen er, mits zich te gedragen naar de wetten van het land, dezelfde rechten, voordeelen, vrijdommen, gunsten en vrijstellingen genieten als de onderhoorigen der meestbegunstigde natie, wat betreft de vestiging en de uitoefening van handel, nijverheid en ambachten.

De bepalingen van dit artikel doen in geen en deele afbreuk aan de wetten, verordeningen en bijzondere politiereglementen die de uitoefening van den handel, de nijverheid of de ambachten beheerschen en die, om redenen van algemeen belang, van kracht zijn of zouden worden op het grondgebied der Verdragsluitende Partijen en zonder onderscheid op de onderhoorigen van elke andere Mogendheid toegepast zijn of zouden worden.

ARTIKEL 3.

De behandeling der meestbegunstigde natie zal eveneens toegepast worden wat betreft het verkrijgen, het inbezitnemen, het huren van roerende en onroerende goederen, alsmede het recht er over te beschikken.

ARTIKEL 4.

De onderhoorigen van elke der Hooge Verdragsluitende Partijen zullen eveneens, mits zich te gedragen naar de wetten van het land, de opbrengst van den verkoop hunner eigendommen en hunne goederen in het algemeen, mogen uitvoeren zonder uit dien hoofde onderworpen te zijn aan de betaling van andere of hoogere rechten dan diegene welke de onderhoorigen der meestbegunstigde natie in een dergelijke omstandigheid zouden te betalen hebben.

ARTIKEL 5.

De onderhoorigen van elke der Hooge Verdragsluitende Partijen, zullen op het grondgebied der andere Partij voortdurende en volledige bescherming en veiligheid genieten voor hunnen persoon en hunne eigendommen; zij zullen vrijen en gemakkelijken toegang hebben tot de rechtbanken voor de vervolging der verdediging hunner rechten; en zij zullen bovendien de toelating hebben hunne klachten tegen den Staat en zijne organen te doen gelden voor de Rechtbanken of andere bevoegde overheden.

ARTIKEL 6.

De woningen, magazijnen, fabrieken en winkels van de onderhoorigen van elk der Hooge Verdragsluitende Partijen op het grondgebied van de andere, alsmede al de lokalen die er van afhangen, gebruikt voor geoorloofde doeleinden, zullen geërbiedigd worden. Men zal in deze niet mogen overgaan tot huiszoekingen of doorzoekingen, noch de boeken, papieren of rekeningen mogen onderzoeken of nazien, tenzij in de voorwaarden en vormen voorgeschreven door de wetten ten opzichte van de onderhoorigen van het land zelf.

ARTIKEL 7.

De onderhoorigen van elke der Hooge Verdragsluitende Partijen zullen vrijgesteld zijn op het grondgebied der andere Partij van elken verplichten militairen dienst, hetzij in het landleger, de marine of de luchtvloot, hetzij in de burgerwacht of milizie, zoowel als van elke belasting opgelegd in vervanging van den persoonlijken dienstplicht. Zij zullen eveneens ontslagen zijn van elke gedwongen leening; in vredes- en in oorlogstijd zullen zij slechts onderworpen zijn aan de militaire dienstleveringen en opeischingen die aan de onderhoorigen van het land zelf opgelegd worden en zij zullen recht hebben op de vergoedingen door de van kracht zijnde wetten vastgesteld ten voordeele van de onderhoorigen van het land zelf.

ARTIKEL 8.

De onderhoorigen van elke der Hooge Verdragsluitende Partijen zullen niet verplicht zijn andere of hoogere lasten te dragen of belastingen, taxen of bijdragen van welken aard ook te betalen, dan die welke aan de onderhoorigen der meestbegunstigde natie opgelegd zijn of zullen kunnen worden.

ARTIKEL 9.

De Hooge Verdragsluitende Partijen verklaren aan alle vennootschappen en andere handels-, nijverheids-, financiële en verzekeringsmaatschappijen, opgericht en toegelaten volgens hunne eigen wetten, wederzijds vrijen en gemakkelijken toegang tot de rechtbanken van het andere land te erkennen, zonder andere voorwaarde dan dat zij zich gedragen naar de wetten van dit land.

Gezegde vennootschappen en maatschappijen van elke der Hooge Verdragsluitende Partijen zullen, indien de wetten en reglementen van het andere Land er zich niet tegen verzetten en onder voorbehoud van het vervullen van alle formaliteiten door deze wetten en reglementen voorzien, hunne werkzaamheid op het grondgebied van dit laatste land uitoefenen en er zich vestigen. Zij zullen er, ten opzichte van de vestiging, de behandeling genieten voorbehouden aan de vennootschappen en maatschappijen van de meestbegunstigde natie, met dien verstande dat de voorgaande beschikkingen niet op voorhand beslissen over de kwestie of een vennootschap of een maatschappij gevestigd in een der verdragsluitende landen al of niet het recht zal hebben handel te drijven of een nijverheid uit te oefenen in het andere, een dergelijk recht steeds afhankelijk blijvend van de in de respectieve landen van kracht zijnde wetten en verordeningen.

In alle gevallen zullen de vennootschappen en maatschappijen van de eene der Verdragsluitende Partijen in het Land van de andere niet onderworpen zijn aan andere of hoogere rechten, taxen, belastingen, onder welke benaming het ook zij, dan degene die geïnd worden of zullen worden op de vennootschappen of maatschappijen van dit laatste land, met dien verstande dat het regime van de Belgische vennootschappen en maatschappijen, welke de toelating hebben hunne werkzaamheid in Letland uit te oefenen, datgene van de meestbegunstigde natie zal zijn.

ARTIKEL 10.

De reglementeering van de wederzijdsche bescherming der rechten van den nijverheids-, letterkundigen en kunsteigendom, inzonderheid der handels- en fabrieksmarken, der stalen en modellen, der namen en firmanamen van de onderhoorigen der beide Verdragsluitende Partijen blijft voorbehouden voor afzonderlijke overeenkomsten, welke later gesloten moeten worden.

ARTIKEL 11.

De Belgische en Luxemburgsche Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls en Consulaire agenten in Letland alsmede de Lettische agenten van denzelfden graad in België en in het Groothertogdom Luxemburg zullen al de voorrechten, vrij-

stellingen en vrijdommen genieten verleend aan de agenten van denzelfden rang en van dezelfde hoedanigheid, die afhangen van de meestbegunstigde natie.

Echter zullen slechts de Consulaire agenten van alle graden die de nationaliteit hebben van het land dat zij vertegenwoordigen en die, buiten hun officieel mandaat, geen enkel beroep, nijverheid of handel van gelijk welken aard uitoefenen, de vrijstellingen kunnen genieten voorzien in zake belastingen.

De door den Staat benoemde bezoldigde kanselarijagenten, die in de Gezantschappen en Consulaten van elk der Hooge Verdragsluitende Partijen in functie zijn, zullen wederzijds, in België en in het Groothertogdom Luxemburg van den eenen kant, in Letland van den anderen kant, de vrijstellingen en vrijdommen genieten, die toegekend worden aan de agenten van dezelfde categorie welke afhangen van de meestbegunstigde natie.

ARTIKEL 12.

In geval van overlijden van een onderhoorige van eene der Hooge Verdragsluitende Partijen op het grondgebied der andere, moeten de bevoegde plaatselijke overheden er onmiddellijk kennis van geven aan den zich dichtstbij bevindenden Consul-Generaal, Consul, Vice-Consul of Consulairen Agent van de natie waartoe de overledene behoort; deze zullen van hunnen kant hetzelfde bericht moeten zenden aan de plaatselijke overheden wanneer zij de eersten er kennis van krijgen.

De bevoegde plaatselijke overheid zal gezegd bericht aanvullen door een in behoorlijken vorm opgesteld afschrift van de overlijdensakte te overhandigen.

In geval van wettelijke onbevoegdheid of van afwezigheid der erfgenamen of van afwezigheid der testamentuitvoerders, zullen de agenten van den consulairen dienst, te zamen met de bevoegde plaatselijke overheden, het recht hebben, overeenkomstig de wetten van hun respectief land, alle handelingen te verrichten noodig voor het bewaren en het beheeren der nalatenschap, inzonderheid het leggen en het lichten der zegels, het opmaken van den inventaris, het beheeren en het vereffenen der nalatenschap; in een woord, al de maatregelen te nemen noodig voor het vrijwaren van de belangen der erfgenamen; behalve ingeval geschillen zouden ontstaan, welke zouden beoordeeld moeten worden door de bevoegde rechtbanken van het land waar de nalatenschap opengevallen is.

De voorafgaande beschikkingen zullen eveneens van toepassing zijn ingeval een onderhoorige van eene der Verdragsluitende Partijen, die goederen bezit op het grondgebied van de andere, zou overlijden buiten gezegd grondgebied zonder ter plaatse waar deze goederen gelegen zijn eenig persoon te hebben achtergelaten die bevoegd is om de zorg voor de nalatenschap op zich te nemen en ze te beheeren.

ARTIKEL 13.

De artikelen, natuurlijke of gefabriceerde voortbrengselen van de grondgebieden van eene der Hooge Verdragsluitende Partijen, zullen bij hunnen invoer in het grondgebied der andere Partij, het genot hebben van de laagste douanerechten, lasten of andere invoertaxen welke toepasselijk zijn op de gelijkaardige artikelen van elken anderen vreemden oorsprong.

Geene der Verdragsluitende Partijen zal op den uitvoer van gelijk welk artikel met bestemming naar het grondgebied der andere Partij, andere of hoogere rechten, lasten of taxen leggen dan die welke gelegd zijn of zullen kunnen worden op den uitvoer van gelijkaardige artikelen met bestemming naar elk ander vreemd land.

Evenzoo zullen geene verboden noch beperkingen door eene der Verdragsluitende Partijen worden gehandhaafd of gelegd op den invoer of op den uitvoer van om het even welk artikel uitgevoerd uit of bestemd voor het grondgebied van de andere, welke niet eveneens uitgebreid zullen worden tot de gelijkaardige artikelen komende van of gaande naar elk ander land. De laatste beschikking is echter niet van toepassing op verboden of beperkingen gehandhaafd of opgelegd hetzij met het oog op oorlogsgebeurtenissen, hetzij als sanitaire maatregelen of als maatregelen van openbare veiligheid, hetzij met het doel dieren of nuttige planten te beschermen, hetzij voor de waren die in een der Verdragsluitende Staten het voorwerp van een staatsmonopolie uitmaken.

Het is wel verstaan dat, ingeval de omstandigheden zulks zouden eischen, de Hooge Verdragsluitende Partijen gemachtigd zijn het voordeel der voorafgaande beschikkingen van het overleggen van getuigschriften van oorsprong afhankelijk te maken.

ARTIKEL 14.

De artikelen, natuurlijke of gefabriceerde voortbrengselen van het grondgebied van eene der Hooge Verdragsluitende Partijen, behoorlijk ingevoerd in het grondgebied van de andere zullen aan geene andere noch hoogere taxen of oetroot-, tol-, magazijn-, accijns- of verbruiksrechten onderworpen worden, hetzij deze rechten of taxen geheven worden in naam en voor rekening van den Staat, van provincies, gemeenten, openbare instellingen of om het even welke vereenigingen, dan deze welke op de gelijkaardige artikelen herkomstig uit het meestbegunstigde derde land gelegd zijn of zouden worden.

De artikelen, natuurlijke of gefabriceerde voortbrengselen van het grondgebied van eene der Verdragsluitende Partijen, die in doorvoer door het grongebied der andere reizen in overeenkomst met de wetten van het land, zullen wederkeerig vrijgesteld zijn van alle doorvoerrechten, hetzij deze artikelen rechtstreeks doorgaan, hetzij zij gedurende den doorvoer afgeladen, in entrepot opgeslagen en opnieuw geladen moeten worden. Er zullen evenwel op de in doorvoer reizende waren rechten of taxen kunnen gelegd worden die uitsluitend bestemd zijn tot het dekken der kosten van toezicht en administratie welke deze doorvoer zou noodzakelijk maken.

ARTIKEL 15.

De handelaars, fabrikanten en andere nijveraars die onderhoorigen zijn van eene der Verdragsluitende Partijen, en die door het overleggen eener legitimatiekaart afgeleverd door de bevoegde overheden, bewijzen dat zij er toe gemachtigd zijn op het grondgebied dezer Partij een handel of eene nijverheid uit te oefenen, hebben het recht op het grondgebied der andere Partij, hetzij persoonlijk, hetzij

door bemiddeling van te hunnen dienste staande reizigers, aankopen te doen en bestellingen in te zamelen, zelfs wanneer zij monsters bij zich dragen, mits naleving der wetten en reglementen, met inbegrip der beschikkingen in zake belasting, die aldaar van kracht zijn.

De nijveraars of de handelsreizigers die voorzien zijn van eene legitimatiekaart hebben het recht monsters, doch geene waren, bij zich te hebben.

De aan een douanerecht of aan elke andere gelijkgestelde taxe onderworpen voorwerpen, met uitzondering der waren waarvan de invoer verboden is, die door de handelsreizigers als monsters of als modellen ingevoerd worden, zijn van weerszijden van in- en uitvoerrechten vrijgesteld, eventueel onder voorbehoud van eene borgstelling, op voorwaarde dat deze voorwerpen binnen den termijn voorzien door de wetten van het land wederuitgevoerd worden en dat de identiteit der wederuitgevoerde voorwerpen niet twijfelachtig zij, welk ook het voor transito-wederuitvoer openstaande bureel zij langs hetwelk zij bij hunnen uitvoer voorbijgaan.

ARTIKEL 16.

Er zal volkomen en geheele vrijheid van scheepvaart bestaan tusschen de grondgebieden der Hooge Verdragsluitende Partijen; de onderhoorigen van elk hunner zullen, op dezelfde wijze als de onderhoorigen van de meestbegunstigde natie, volle vrijheid hebben om zich met hunne schepen en dezer ladingen te begeven in de plaatsen, havens en rivieren van het grondgebied der andere, die voor den buitenlandschen handel open staan of zullen kunnen geopend worden; mits zich steeds te gedragen naar de wetten van het land waar zij aankomen, zullen zij dezelfde rechten, gunsten, vrijheden, vrijstellingen en onthellingen in zake handel en scheepvaart genieten als deze welke de onderhoorigen van het land zelf genieten of zouden genieten.

ARTIKEL 17.

De schepen en booten die de vlag van eene der Hooge Verdragsluitende Partijen voeren, welke op ballast of geladen de wateren en havens afhingende van de andere Partij zullen binnenvaren of die er uit zullen varen, welke ook de plaats van hun vertrek of van hun bestemming zij, zullen niet onderworpen worden, zoowel bij het in- als bij het uitvaren en tijdens hun verblijf, aan eenig recht of taxe, onder welke benaming ook, in naam en voor rekening van den Staat, van provinciën, gemeenten, openbare instellingen of om het even wel e corporatiën geheven, die van anderen aard of hooger zouden zijn dan die welke thans opgelegd zijn of in het vervolg zouden kunnen opgelegd worden aan de vaartuigen van het land zelf. Hunne ladingen, van welken oorsprong ook, zullen geene andere noch hoogere invoerrechten betalen en zullen aan geene andere lasten onderworpen zijn dan indien zij onder de vlag van het land zelf zouden ingevoerd zijn, met dien verstande dat al de artikelen die in de havens van eene der Verdragsluitende Partijen door vaartuigen van het land zelf op wettige wijze ingevoerd worden of zouden kunnen worden, insgelijks in deze havens zullen kunnen ingevoerd worden door schepen der andere Verdragsluitende Partij.

Hunne passagiers en dezer reisgoed zullen eveneens behandeld worden alsof zij onder de vlag van het land zelf reisden.

Wat betreft het plaatsen der schepen en booten, het laden en lossen daarvan in de havens, reeden, vloedhavens en dokken, en over het algemeen voor alle om het even welke formaliteiten en beschikkingen waaraan handelsvaartuigen, hunne bemanningen en hunne ladingen kunnen onderworpen worden, wordt overeengekomen dat aan de schepen en booten van de eene der Verdragsluitende Partijen geen enkel voorrecht noch eenige gunst zal verleend worden welke die van de andere Partij ook niet zouden genieten, daar het de wil der Verdragsluitende Partijen is dat, ook onder dit opzicht, hunne vaartuigen op den voet eener volkomen gelijkheid zouden behandeld worden.

De voorafgaande beschikkingen verhinderen niet dat ieder der beide Verdragsluitende Partijen aan zijn nationale vlag de kustvaart en de visscherij in de territoriale wateren, alsook den sleepdienst en andere havendiensten voorbehoude.

De schepen en booten die onder de vlag van eene der Verdragsluitende Partijen varen en voorzien zijn van de scheepspapieren en documenten vereischt door de wetten van het land dezer vlag, zullen van rechtswege erkend worden als hebbende de nationaliteit van gezegd land in de territoriale wateren, de binnenwateren en de havens der andere Partij, zonder dat zij andere bewijzen te leveren hebben.

ARTIKEL 18.

De bevoegde consulaire ambtenaren van elke der Hooge Verdragsluitende Partijen zullen op het grondgebied der andere uitsluitend belast zijn met het handhaven der inwendige orde aan boord der koopvaardij-schepen hunner natie en zullen alleen bevoegd zijn om kennis te nemen van de geschillen die zouden kunnen ontstaan hetzij op zee, hetzij in de territoriale wateren van de andere Partij, tusschen de kapiteins, de officieren en de bemanning, inzonderheid wat betreft de regeling der loonen en de uitvoering der contracten. De territoriale overheden zullen echter rechtsmacht hebben ingeval er aan boord van een koopvaardij-schip van eene der Verdragsluitende Partijen, in de territoriale wateren der andere, onlusten zouden ontstaan die door de bevoegde overheden der plaats zouden aangezien worden als zijnde van aard den vrede of de orde in deze wateren of aan wal te storen of te kunnen storen.

ARTIKEL 19.

Indien een matroos deserteert of een koopvaardij-schip, dat de vlag van eene der Hooge Verdragsluitende Partijen voert, onregelmatig verlaat, in de territoriale wateren, havens en binnenwateren van de andere, zijn de plaatselijke overheden ertoe gehouden, binnen de grenzen van de wet, alle in hunne macht zijnde hulp te verleenen tot de aanhouding en de overgave van gezegden matroos, op verzoek te dien einde tot hun gericht door den bevoegden consulairen ambtenaar van het land waartoe het schip waarvan sprake behoort; de uit dien hoofde gedane uitgaven zullen door den Consul terugbetaald worden.

Indien bedoelde matroos eenig misdrijf begaan had, zou zijne overgave nitge-

steld worden totdat de rechtbank die het recht heeft over de zaak te oordeelen, haar vonnis geveld heeft en dit laatste uitgevoerd werd.

Het is verstaan dat de bepaling van de eerste alinea niet van toepassing zal zijn op de onderhoorigen van het land waar de desertie ofwel het verlaten van dit schip zou geschied zijn.

ARTIKEL 20.

In geval van schipbreuk, averij op zee of gedwongen onderbreking der reis, moet ieder der Hooge Verdragssluitende Partijen, voor zooveel de verplichtingen van neutraliteit het zullen toelaten, aan de vaartuigen der andere Partij, hetzij zij aan den Staat of aan particulieren toebehooren, dezelfde hulp en bescherming en dezelfde vrijdommen verleenen als deze welke in dergelijke gevallen aan de vaartuigen die de nationale vlag voeren, verleend worden. De geredde artikelen dezer vaartuigen zullen vrij zijn van elk douanerecht, tenware zij voor binnenlandsch verbruik bestemd worden, in welk geval de voorgeschreven rechten er zullen moeten voor betaald worden.

Indien een schip van eene der Verdragssluitende Partijen gestrand is of schipbreuk geleden heeft op de kusten van de andere, moeten de plaatselijke overheden er den dichtstbij zijnden bevoegden consulaire ambtenaar van verwittigen.

De respectieve consulaire ambtenaren zullen ertoe gemachtigd zijn aan hunne landgenooten de noodige hulp te verleenen.

ARTIKEL 21.

Beide Verdragssluitende Partijen verzekeren elkander op hun grondgebied de behandeling der meestbegunstigde natie in alles wat de verschillende formaliteiten betreft, bestuurlijke of andere, noodig gemaakt door de toepassing van de in dit Verdrag vervatte beschikkingen.

ARTIKEL 22.

Zullen niet aangezien worden als inbreuk makend op het beginsel van de behandeling der meestbegunstigde natie dat de grondslag van dit Verdrag uitmaakt, de hierna vermelde vrijstellingen, vrijdommen en voorrechten, te weten :

a) De voorrechten die aan aangrenzende Staten verleend werden of zouden worden ten einde het plaatselijk verkeer binnen het eene en andere grensgebied te vergemakkelijken.

b) De voorrechten die toegestaan werden of zouden worden door eene der Hooge Verdragssluitende Partijen aan een derden Staat krachtens een tol- of economisch verbond dat reeds bestaat of in de toekomst zou gesloten worden.

c) De vrijstellingen, vrijdommen en voorrechten die Letland aan een der Baltische Staten (Finland, Estland en Lithauen) krachtens bijzondere overeenkomsten toekent of zou toekennen. Hetzelfde zal gelden wat de voorrechten betreft die Letland aan de Federatie der Socialistische Soviet-Republieken krachtens bijzondere tolovereenkomsten of -akkoorden zou kunnen verleenen.

Het is echter wel verstaan dat het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond onmiddellijk dezelfde voordeelen zal genieten indien zij door Letland aan eenen derden hierboven niet vermelden Staat zouden toegestaan zijn.

ARTIKEL 23.

De schepen, scheepvaartmaatschappijen of ondernemingen van landverhuizing van ieder der Verdragssluitende Partijen zullen op de grondgebieden der andere Partij de behandeling der meestbegunstigde natie genieten, in alles wat betreft de aanwerving en het vervoer van landverhuizers komende van hunne respectieve grondgebieden, of welke daardoor gereisd zijn en zich inschepen hetzij in eene Belgische of in eene Lettische haven; hetzelfde geldt voor het oprichten van agentschappen door deze maatschappijen of ondernemingen.

ARTIKEL 24.

De geschillen en meeningsverschillen tusschen beide Verdragssluitende Partijen aangaande de toepassing en de uitlegging van dit Verdrag, zullen door een gemengd scheidsgerecht beslecht worden.

Het gemengd scheidsgerecht zal in elk bijzonder geval samengesteld worden en het zal een gelijk getal vertegenwoordigers van beide Partijen moeten omvatten. Indien deze vertegenwoordigers tot geen overeenstemming geraken, zullen zij beroep doen op eenen opperscheidsrechter, wiens aanwijzing eventueel aan den Voorzitter van het Bestendig Hof van Internationale Justitie zal gevraagd worden.

ARTIKEL 25.

Dit Verdrag zal bekrachtigd worden en de bekrachtigingen zullen te Brussel zoodra mogelijk uitgewisseld worden.

Het zal van kracht worden den vijftienden dag na de uitwisseling der bekrachtigingen. Het Verdrag wordt gesloten voor den duur van een jaar. Indien het echter bij het verstrijken van dezen termijn niet opgezegd is, zal het bij wijze van stilzwijgende vernieuwing voor een onbepaald tijdperk vernieuwd worden en is het te allen tijde opzegbaar.

In geval van opzegging, zal het nog zes maanden van kracht blijven, te rekenen van den dag waarop eene der Verdragssluitende Partijen aan de andere haar voornemen heeft te kennen gegeven zijne uitwerking te doen ophouden.

Ter oorkonde waarvan, de Gevolmachtigden dit Verdrag onderteeikend hebben.


Opgemaakt in dubbel te Brussel, op 1 Juli 1925.

*De Minister
van Buitenlandsche Zaken
van Letland,*

(Get.) Z. A. MEIEROVICS.

*De Minister
van Buitenlandsche Zaken
van België,*

(Get.) EM. VANDERVELDE.



(12)

CHAMBRE
des Représentants.

KAMER
der Volksvertegenwoordigers

PROJET DE LOI

approuvant le **Traité de commerce et de navigation entre l'Union Économique Belgo-Luxembourgeoise et la Lettonie.**

WETSONTWERP

tot goedkeuring van het **Handels- en Scheepvaartverdrag tusschen het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond en Letland.**

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires Étrangères :

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étrangères est chargé de présenter en Notre Nom, aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Le **Traité de commerce et de navigation conclu le 7 juillet 1925 entre l'Union Économique belgo-luxembourgeoise et la Lettonie** sortira son plein et entier effet.

Donné à Bruxelles, le 23 juillet 1925.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Affaires Étrangères,

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken :

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken is gelast, in Onzen Naam, aan de Wetgevende Kamers het wetsontwerp voor te leggen waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

Het **Handels- en Scheepvaartverdrag gesloten den 7ⁿ Juli 1925 tusschen het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond en Letland** zal zijn geheel en volkomen uitwerksel hebben.

Gegeven te Brussel, den 23ⁿ Juli 1925.

Van 's Konings wege :
De Minister van Buitenlandsche Zaken,

EM. VANDERVELDE.